

DFI est déterminé à maximiser les actions politiques et les financements pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. Les ODD ont réaffirmé qu'éradiquer la pauvreté et obtenir l'égalité des femmes ne se réaliseront qu'en réduisant radicalement les inégalités de revenu et de richesse. Ceci doit ainsi susciter un effort commun entre les [Etats](#), les [organisations internationales](#) qui les conseillent, la [société civile](#) et le [secteur privé](#).

. DFI apporte un appui à ces quatre groupes.

Derniers travaux accomplis par DFI dans ce domaine:

[13 octobre - Inégalités: le FMI passe-t-il de la parole aux actes?](#)



DFI a coparrainé une réunion-débat à Washington qui a examiné la volonté du FMI à traduire les résultats de ces travaux de recherche et déclarations officielles sur la réduction des inégalités en actions concrètes au niveau national.

DFI a présenté les conclusions de trois études: l' [Indice de l'engagement à la réduction des inégalités](#), qui révèle que presque aucun pays n'agit suffisamment pour combattre les inégalités; le [Rapport d'impact des institutions financières globales](#), par New Rules, FES et DFI qui évalue la performance du FMI comme mitigée mais qui s'améliore dans le bon sens; et le rapport DFI/New Rules pour Oxfam sur le [Conseil stratégique et l'assistance technique du FMI en matière de fiscalité](#) qui révèle que le FMI pourrait faire davantage pour rendre leur assistance plus progressive.

Cette réunion a également mentionné [rapport d'Oxfam](#) qui évalue le conseil politique du FMI au sens large et qui révèle que là aussi, le FMI pourrait agir plus.

[](#)